



**Syndicat National de la DGFIP-FORCE OUVRIERE**

**Section de la Haute-Loire**

**Fo.043@dgfip.finances.gouv.fr**

Le Puy, le 25 janvier 2011

### **DECLARATION LIMINAIRE:**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres de la parité administrative,

En quelques années, la RGPP, baptisée fusion à la DGFIP, a donné sa pleine mesure. En 2001, le réseau départemental des ex Services déconcentrés du Trésor comptait **159** personnels B et C. La loi de finances 2011 lui fait l'aumône de **132** emplois : **27** emplois supprimés en 10 ans, **17%** des effectifs en moins, **1** emploi sur **6** sacrifié sur l'autel de la « réforme » de l'Etat !

La fusion a eu pour conséquence d'augmenter considérablement la charge de travail des postes non centralisateurs (accueil de proximité, guichet et téléphone) sans qu'aucun moyen supplémentaire ne leur ait été attribué. Bien au contraire, le résultat de l'ORE indique une baisse d'activité alors que les agents croulent sous la charge de travail et le nombre croissant du public qui se présente au guichet.

Comme si cette charge supplémentaire ne suffisait plus, le référentiel MARIANNE vient imposer dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 des objectifs qualitatifs inaccessibles du fait des conditions de travail déplorables tant en effectif qu'en matériel (standards téléphoniques désuets et inadaptés, absence de local d'accueil).

Les services sont exsangues, désorganisés, croulent sous la charge de travail et la dictature des objectifs et des indicateurs avec toujours moins de moyens.

Cette politique de suppressions d'emplois répétées répond à une volonté délibérée d'interdire à nos collègues d'assurer correctement les missions de service public qui leur sont confiées et de les placer en échec pour justifier ensuite l'abandon des dites missions.

Jusqu'à ces dernières années, le couperet avait taillé dans le muscle, aujourd'hui, il attaque l'os. Les 6 nouvelles suppressions d'emplois, rajoutées à leur devancières, constituent à présent une menace mortelle pour la pérennité du réseau départemental de la filière gestion publique

Les agents nous le disent : ils n'en peuvent plus! Vous ne pouvez ignorer les signes qu'ils vous envoient : la souffrance au travail, ça n'est pas de la littérature pour membre du CHS, c'est ce que vivent de plus en plus nombreux les personnels de la filière. Tous les clignotants sont au rouge! Les applicatifs qui fonctionnent très mal aggravent le stress et aiguisent les conflits.

Au premier rang, figure HELIOS qui est cause de retards importants du fait de l'inadéquation de cet outil aux besoins des collectivités, de ses lourdeurs et de sa lenteur, lenteur accrue par le basculement des gros postes comptables hospitaliers.

Le déploiement dans la précipitation, sans préparation suffisante du logiciel AGORA, lui-même bien imparfait, à la filière gestion publique au 1<sup>er</sup> janvier 2011, vient rajouter à l'ambiance de dislocation qui pèse dans les services.

Et pour couronner le tout, les rappels incessants sur les objectifs !

Nous avons là tous les éléments du syndrome France Télécom.

Vous allez nous annoncer dans quelques instants les postes et services où vous allez faire tomber le couperet. Vous allez prendre la responsabilité de désigner les postes, ou les services qui vont être amputés. Mais, osez-vous prétendre qu'il existe des postes ou des services en sur-effectif, Monsieur le Président ?

Vous prenez une lourde responsabilité, avant de passer la main, en orchestrant une campagne de démoralisation de vos personnels qui sont harassés.

A ce stade, vous ne pouvez l'ignorer, toute suppression d'emploi supplémentaire est insupportable et intolérable tant pour les conditions de travail des collègues que pour le service rendu aux particuliers et collectivités locales, au moment où la crise n'en finit pas d'accentuer les inégalités.

Les élus Force Ouvrière abordent ce CTPL, animés par la préoccupation permanente de défendre les intérêts et les droits statutaires de l'ensemble des agents de la DGFIP, notamment celui de pouvoir exercer leurs missions avec les moyens en personnel nécessaires.

En conséquence, les représentants du personnel refusent les suppressions d'emplois annoncées et vous demandent de bien mesurer les conséquences des décisions que vous allez être amenés à prendre.